



**AMBASSADE
DE FRANCE
EN FINLANDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Jeudi 22 mai 2025

Politique étrangère	2
Le Thème des rencontres Kultaranta Talks 2025 : « L'ordre mondial en mutation : l'ancien rencontre le nouveau »	2
Le Président Stubb a reçu les lettres de créance de nouveaux ambassadeurs.....	2
Déclarations du Président Stubb	2
Palestine – Israël	4
Selon le Président Stubb, la reconnaissance de la Palestine est une question de temps	4
Selon la ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen, la Finlande soutient en principe l'idée de sanctions contre des ministres israéliens.....	4
La ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen admet qu'Israël commet un génocide, mais ne le dit pas ouvertement.....	5
Ukraine.....	5
Déclarations du président Stubb.....	5
Le directeur du CMI appelle à une vision globale du conflit entre l'Ukraine et la Russie	6
Politique européenne.....	7
Les ministres européens de la Compétitivité se réunissent à Bruxelles les 22 et 23 mai 2025	7
Transports.....	7
La Finlande et Chypre s'engagent à renforcer leur excellente coopération maritime.....	7
Gouvernement.....	8
Démission du secrétaire d'État de Rantanen et Rydman	8
Sécurité intérieure	8
Les travaux de la barrière à la frontière orientale avancent.....	9
Défense	9
Le premier navire de la classe Pohjanmaa a été mis à l'eau.....	9
L'Allemagne vise les minerais stratégiques de la Finlande pour son industrie de la défense	9
Les entreprises finlandaises peuvent bénéficier des investissements de l'Allemagne dans le secteur de défense	10
Selon un expert, au moins quatre entreprises de la bourse d'Helsinki vont bénéficier de l'essor du secteur de la défense.....	10
Travail.....	10
La semaine de travail des Finlandais est la plus courte de l'UE	10
Centres de données.....	11
Selon un spécialiste de sécurité informatique, les centres de données améliorent la sécurité	11
Recherche.....	11
Une chercheuse finlandaise a vu sa bourse américaine annulée et l'accès aux Etats-Unis refusé	11

Politique étrangère

Le Thème des rencontres Kultaranta Talks 2025 : « L'ordre mondial en mutation : l'ancien rencontre le nouveau »

Le Président de la République de Finlande, Alexander Stubb, présidera les Kultaranta Talks les 16 et 17 juin 2025 à la résidence présidentielle d'été de Kultaranta, à Naantali. Cette année, le thème de cet événement de politique étrangère et de sécurité est « L'ordre mondial en mutation : l'ancien rencontre le nouveau ».

Lundi 16 juin, le programme international de l'événement sera consacré à l'ordre mondial en mutation. La journée débutera par une séance d'ouverture entre le Président Stubb et les principaux invités, suivie d'une table ronde de haut niveau. Les discussions porteront sur la situation géopolitique et les relations internationales du point de vue des régions voisines, de la coopération transatlantique et des acteurs mondiaux. Le programme comprend également deux panels d'experts sur les tendances en matière de politique de sécurité et de politique étrangère sous différents angles.

Mardi 17 juin, l'accent sera mis sur le rôle de la Finlande dans un monde en mutation. Les trois panels de la journée aborderont l'équilibre entre valeurs et réalisme dans la politique étrangère finlandaise. La Finlande continue de soutenir fermement la coopération internationale multilatérale. Parallèlement, elle doit réfléchir à la manière de naviguer dans un système mondial de plus en plus centré sur la politique de grandes puissances, le transactionnalisme et les relations bilatérales. L'événement se conclura mardi après-midi par le discours de clôture du président Stubb.

Les Kultaranta Talks réuniront environ 140 experts et professionnels invités issus de divers secteurs de la société. Parmi eux figurent des décideurs politiques nationaux et internationaux, des universitaires, des hauts fonctionnaires, des représentants du commerce et de l'industrie, des acteurs de la société civile et des médias. Après une pause de deux ans, les discussions se tiendront à nouveau à Kultaranta, la résidence d'été du président, où d'importants travaux de rénovation du parc et du bâtiment principal ont été achevés en octobre 2024.

Les principaux invités et intervenants seront annoncés à l'approche de l'événement.

La rencontre sera diffusée en direct sur Yle TV1 et Yle Areena.

<https://www.presidentti.fi/en/theme-of-the-kultaranta-talks-2025-the-changing-world-order-old-meets-new/>

Le Président Stubb a reçu les lettres de créance de nouveaux ambassadeurs

Mercredi 21 mai 2025, le Président de la République de Finlande, Alexander Stubb, a reçu au Palais présidentiel les lettres de créance de six ambassadeurs non-résidents accrédités en Finlande.

Les lettres de créance ont été présentées par :

Ambassadeur du Sri Lanka, S.E. (M.) Kapila Thushara Fonseka (en résidence à Stockholm)

Ambassadeur du Laos, S.E. (M.) Bounthavy Vilavong (en résidence à Stockholm)

Ambassadeur de Jordanie, S.E. (M.) Fayiz Khouri (en résidence à Berlin)

Ambassadrice du Bénin, S.E. (Mme) Corinne Brunet (en résidence à Paris)

Ambassadrice d'Afrique du Sud, S.E. (Mme) Zenani Nosizwe Dlamini (en résidence à Stockholm)

Ambassadrice de la République du Congo, S.E. (Mme) Nana Rosine Aurélie Ivouba (en résidence à Stockholm)

<https://www.presidentti.fi/en/president-stubb-receives-credentials-of-new-ambassadors/>

Déclarations du Président Stubb

Lors du séminaire de printemps de la Confédération des industries finlandaises (EK), Stubb a prononcé un discours où il a abordé l'état de la politique et de l'économie mondiales.

Selon Stubb, nous sommes au cœur d'une transition où les paramètres d'une nouvelle scène politique mondiale sont en train d'être définis. Selon lui, la situation est très similaire à celle de 1989, à la fin de la Guerre froide.

Le système fondé sur des règles est remis en question depuis longtemps, a déclaré Stubb. Selon lui, la transition a été déclenchée notamment par les attentats terroristes du 11 septembre aux États-Unis, la crise financière, la guerre en Géorgie, l'annexion de la Crimée et peut-être le Brexit et la montée du populisme de droite.

Cependant, la transition la plus importante a été l'invasion de l'Ukraine par la Russie, a déclaré Stubb. « Cela a violé toutes les règles internationales établies après la Seconde Guerre mondiale », estime Stubb.

Selon Stubb, les alliances sont en train de se remodeler. Selon lui, elles ont changé en 2016, lorsque Donald Trump a été élu président des États-Unis. Selon Stubb, la politique « Make America Great Again », ou Maga, de Trump a été l'étincelle du changement.

Trump a cherché à transformer le commerce mondial à sa manière, en s'appuyant sur des accords et non sur des règles communes.

« En Finlande, nous devons comprendre que Maga est une réalité », a déclaré Stubb.

Selon Stubb, la situation n'est pas passagère, mais bien la réalité américaine.

Stubb s'est aussi confié sur ses liens avec le président américain. Stubb a déclaré que Trump l'avait appelé après une partie de golf. Trump aurait dit à Stubb qu'il savait ce qu'il faisait avec les droits de douane. Stubb a répondu qu'il savait, mais qu'il n'était pas d'accord en tant que président d'un petit pays dépendant des exportations. Après cela, Stubb avait, selon ses propres termes, fait allusion à Trump de l'intérêt d'un gel des droits de douane. « Si vous gelez [les droits de douane] puis négociez avec l'Europe sur le libre-échange, la situation changera », se souvient Stubb avoir dit à Trump.

Trump a ensuite décidé de geler les droits de douane et a entamé des négociations avec différents pays. Les marchés ont alors commencé à se calmer.

Stubb a également évoqué l'Europe. Selon lui, malgré sa lenteur et son manque de dynamisme, l'UE est « sacrément stable et prévisible ».

Stubb a déclaré n'avoir jamais vu l'UE aussi unie qu'aujourd'hui. Contrairement à la Chine, l'UE « a judicieusement offert aux États-Unis des opportunités de négociation ».

Il est dans l'intérêt commun de l'Europe et des États-Unis de limiter les défis posés par la Chine aux systèmes internationaux, estime Stubb.

Selon Stubb, un message important pour les États-Unis est que l'Europe est un allié clé. Cela vaut également pour les relations avec la Chine, a-t-il ajouté.

La quatrième partie de son discours concernait la Finlande. Selon Stubb, les pessimistes affirment que l'ère de l'État-providence est révolue, mais lui-même n'y croit pas.

Il a présenté trois facteurs qui contribuent à la réussite de la Finlande :

1. La connaissance : selon Stubb, la Finlande dispose toujours des meilleurs enseignants et d'une population instruite.

2. L'innovation technologique : selon Stubb, cela s'applique aux systèmes de réseaux, aux technologies quantiques, ainsi qu'aux technologies satellitaires et de défense ; dans ces domaines, la Finlande peut être plus grande que sa taille, a déclaré Stubb.

3. La confiance : l'« avantage concurrentiel silencieux » de la Finlande réside dans la confiance mutuelle et dans les institutions, a déclaré Stubb.

Que faire dans cette période de tourmente ?

Premièrement, nous devons rester calmes, a déclaré Stubb. Deuxièmement, la Finlande doit influencer. « La question est de savoir si nous voulons influencer et orienter le monde dans une certaine direction », a déclaré Stubb.

Selon Stubb, s'adapter à la nouvelle géopolitique pourrait impliquer de promouvoir de nouveaux accords avec des partenaires. L'ouverture des marchés passe par l'intermédiaire des États, a-t-il ajouté.

La Finlande doit également apprendre à tolérer les situations nouvelles et l'imprévisibilité.

« En fin de compte, nous devons comprendre qu'il n'y a pas de retour en arrière possible », a déclaré Stubb. Selon lui, la nouvelle ère signifie

« Enfin, nous devons comprendre qu'il n'y a pas de retour en arrière possible », a déclaré Stubb. Selon lui, une nouvelle ère implique de nouvelles façons d'agir.

HS

Palestine – Israël

Selon le Président Stubb, la reconnaissance de la Palestine est une question de temps

Le Président Stubb, qui a été en contact avec le président israélien à plusieurs reprises au sujet de la crise de Gaza, affirme que la reconnaissance de la Palestine est une question de temps.

La politique finlandaise à l'égard d'Israël est unie, affirme le président Alexander Stubb.

« Nous condamnons toutes les violations du droit international, le blocage de l'aide humanitaire et soulevons des questions qui constituent des crimes de guerre », a déclaré Stubb aux journalistes mercredi lors du séminaire de printemps de la Confédération des industries finlandaises (EK).

Selon Stubb, il est très difficile d'influencer Israël de l'extérieur. Il a indiqué avoir été en contact avec le président israélien Isaac Herzog à plusieurs reprises cette semaine et avoir exprimé directement son opinion sur les transferts de population à Gaza.

« Ce dialogue avec Israël se poursuit », a déclaré Stubb.

Selon Stubb, la reconnaissance de la Palestine est une question de temps.

« Je pense que nous sommes dans une situation où il y a du mouvement. 147 pays dans le monde ont reconnu la Palestine, dont 11 sur 27 dans l'Union européenne. À ce moment-là, si un mouvement plus large se met en place, venant de la Grande-Bretagne, de la France ou de quelques autres pays, il serait bon que la Finlande se range du bon côté de l'histoire », a conclu Stubb.

« Nous ne savons pas exactement quand cela se produira, mais cela arrivera à un moment donné. Cela aura alors un impact si un groupe plus large s'engage ensemble [dans la reconnaissance de la Palestine]. »

HS

Selon la ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen, la Finlande soutient en principe l'idée de sanctions contre des ministres israéliens

La Finlande soutient en principe l'idée que l'UE puisse imposer des sanctions à certains ministres israéliens. C'est ce qu'a déclaré la ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen.

La Suède a déclaré mardi qu'elle ferait pression pour que des sanctions soient prises contre des ministres. La ministre suédoise des Affaires étrangères Maria Malmer Stenergard a déclaré mardi à l'AFP que l'UE devait renforcer ses mesures, car la situation des civils à Gaza ne s'est pas améliorée.

Selon Valtonen, la Finlande est très ouverte à cette idée. « Je pense qu'il est vraiment important que nous explorions les possibilités offertes par le régime de sanctions. Nous avons initialement soutenu l'idée que toutes ces déclarations ministérielles, parfois très dures, fassent l'objet d'une enquête et que le système de sanctions soit la solution la plus judicieuse. Nous le soutenons en principe », déclare Valtonen.

La Finlande a également exigé que la liste des sanctions soit complétée par de nouveaux noms de colons israéliens violents et, d'autre part, du Hamas. Selon les informations de STT, des sanctions contre les colons israéliens ont également été évoquées lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE mardi, mais la Hongrie s'y est opposée.

Mardi, on a annoncé que l'UE entamerait une évaluation de l'article relatif aux droits de l'homme de l'accord d'association entre Israël et l'UE. Cependant, la décision ne concerne qu'une évaluation et ne signifie pas le gel de l'accord. Cette pression est-elle suffisante sur Israël ?

« Il s'agit d'une avancée importante. Nous avons soutenu les Pays-Bas dans cette démarche dès le départ », déclare Valtonen. « Nous sommes heureux d'avoir eu une discussion constructive sur ce sujet au Conseil des affaires étrangères et de voir la Haute Représentante bénéficier d'un soutien solide pour promouvoir cette question. Quoi qu'il en soit, la Commission doit évaluer dans quelle mesure les actions d'Israël respectent les obligations en matière de droits de l'homme prévues par l'accord d'association. »

HS

La ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen admet qu'Israël commet un génocide, mais ne le dit pas ouvertement

L'armée israélienne a ouvert le feu mercredi alors que des diplomates étaient en visite en Cisjordanie. Selon la ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen, un représentant de l'ambassade de Finlande était également présent.

« Ouvrir le feu sur des civils est toujours une erreur. Nous exigeons des explications d'Israël sur cette situation, sur les raisons pour lesquelles cela a pu être possible. Le plus important est qu'il n'y ait pas eu de victimes », a déclaré Valtonen mercredi soir.

Valtonen a déclaré avoir parlé avec un membre de l'ambassade de Finlande qui accompagnait le groupe. Il va bien. « Nous sommes témoins chaque jour d'atrocités que nous n'aurions jamais imaginé voir de nos jours », déclare Valtonen.

Valtonen affirme que Gaza est sous blocus israélien depuis deux mois. La nourriture et les médicaments ne lui parviennent pas en quantité suffisante. De plus, les infrastructures ont été détruites à tel point que, dans de nombreuses zones, les malades ne peuvent plus être soignés.

La journaliste Seija Vaaherkumpu demande à Valtonen ce que les actions d'Israël à Gaza pourraient être, sinon un génocide. La réponse de Valtonen est claire.

« Eh bien, c'est exactement cela ».

À la question complémentaire de Vaaherkumpu sur les raisons pour lesquelles la Finlande ne dit rien à ce sujet, Valtonen déclare que la Finlande laisse la Cour internationale de justice statuer en dernier ressort.

Valtonen affirme que la Finlande soutient et finance les travaux de la Cour pénale internationale. Selon elle, la Cour internationale de justice est fragile. « De manière générale, le système international fondé sur des règles est confronté à de nombreux défis ».

Selon Valtonen, la situation à Gaza est choquante et la Finlande a systématiquement appelé au retour à un cessez-le-feu.

Israël entame le transfert forcé de population. Il s'agit d'un crime de guerre, comme l'a dénoncé le gouvernement finlandais. Valtonen souligne que cela pourrait également constituer un crime contre l'humanité.

Vaaherkumpu se demande pourquoi personne n'a la force, la volonté, voire les deux, d'arrêter Israël.

« La Finlande met tout en œuvre pour garantir le respect du droit international au Moyen-Orient, y compris par Israël. Malheureusement, nous n'avons pas le pouvoir au monde d'empêcher cette situation », dit Valtonen.

Selon Valtonen, le processus décisionnel de l'UE est un véritable chaos, car les décisions doivent être prises à l'unanimité.

Valtonen a déclaré mercredi que, dans un « cas extrême » pour la Finlande, des sanctions commerciales pourraient également être envisagées. « Mais cela nécessite une unanimité, ce qui n'est pas en vue ».

Yle

Ukraine

Déclarations du président Stubb

S'exprimant lors de la réunion de printemps de la Confédération des industries finlandaises, le président de la République, Alexander Stubb, a commenté ainsi le dernier entretien téléphonique avec Trump concernant l'Ukraine : « L'Europe et l'Ukraine recherchent sérieusement une solution équitable. Les États-Unis tentent d'exercer une influence, mais la Russie ne souhaite ni cessez-le-feu ni paix. Notre message est que cela doit se faire par étapes. D'abord un cessez-le-feu absolu, puis des négociations de paix. En l'absence de cessez-le-feu, des sanctions », a-t-il ajouté.

Selon lui, la situation est difficile à évaluer, car les États-Unis commencent à perdre patience. Il a toutefois indiqué avoir reçu récemment des informations du sénateur Lindsey Graham selon lesquelles son projet de sanctions est soutenue par 82 sénateurs et progresse. Cela ne signifie pas encore que les sanctions entreront en vigueur, mais le processus est en cours.

KL

Le directeur du CMI appelle à une vision globale du conflit entre l'Ukraine et la Russie

Le pape s'est imposé comme un médiateur potentiel entre la Russie et l'Ukraine car le président américain Donald Trump ayant laissé entendre que les États-Unis pourraient se retirer de leur rôle de médiateur. La Première ministre italienne Giorgia Meloni a déclaré mardi que le nouveau pape Léon XIV avait accepté d'accueillir des pourparlers de paix au Vatican. Janne Taalas, directeur de l'organisation finlandaise de résolution des conflits CMI, nous exhorte à prendre du recul et à considérer la situation dans son ensemble.

« Nous sommes aujourd'hui comme au Championnat du monde de hockey. Les médias, en particulier, suivent la situation : qui a le palet, à qui on passe le palet... Cependant, les actions individuelles ne disent pas grand-chose sur le match », déclare Taalas.

Selon lui, on oublie le schéma stratégique global et ce qui se passe en dehors du petit terrain de jeu. « Nous devrions détourner notre attention du palet. »

Taalas souligne que la diplomatie, l'action militaire et la médiation sont étroitement liées. Elles interviennent simultanément dans une telle situation.

Selon lui, un médiateur est une partie acceptée par les deux parties au conflit et qui recherche des solutions alternatives.

Taalas fait l'éloge de Trump. Le président américain a déjà obtenu de très bons résultats dans un domaine de la médiation. « Trump a excellé à amener les parties à la table des négociations. Il les a forcées et a lancé tant d'initiatives que les parties ont été persuadées d'entamer des discussions », déclare Taalas.

Le président américain ou le pape seraient-ils capables de mener des négociations à long terme?

« Ils ne le pourraient pas. Ils n'ont pas le temps pour cela. La priorité absolue de Trump est la politique intérieure des États-Unis, et celle du pape est de gérer les affaires de l'Église catholique », rappelle Taalas.

La plupart du temps, les parties préfèrent négocier entre elles, sans médiateur à la table des négociations.

Le précédent pape François avait nommé le cardinal Matteo Zuppi envoyé pour la paix en Russie et en Ukraine en 2023. Aucun résultat concret n'a été obtenu.

L'entretien téléphonique entre Trump et le président russe Vladimir Poutine lundi a été interprété comme ayant eu peu d'effet. Après cet entretien, Poutine a annoncé que la Russie commencerait à préparer un mémorandum pour des négociations de paix, qui serait soumis à l'Ukraine. « Trump n'est pas le genre de personne à qui l'on propose de préparer un mémorandum », affirme Taalas.

La Russie a assuré mercredi qu'elle n'entraverait pas les négociations de paix.

Cependant, nous n'en sommes pas encore au stade des négociations de paix, affirme Taalas.

« Il existe encore des exigences de la part des parties en Russie qu'un État souverain ne peut accepter que s'il a complètement perdu la guerre », ajoute-t-il.

Taalas souligne que l'heure n'est pas encore à la fin de la partie. « Nous n'avons pas encore abordé la médiation de paix. Entamer des négociations ne se fait pas par magie ; il faut agir pacifiquement et efficacement pour parvenir à une paix durable. »

Taalas estime également que l'Europe a réussi à renforcer sa position grâce à la diplomatie dans la recherche d'une solution au conflit en Ukraine. « De petits pays, comme la Finlande et la Norvège, mènent des politiques habiles. Les grands pays européens se sont également mobilisés. Ils créent les conditions, tant diplomatiques que militaires, pour que la médiation de paix progresse et aboutisse à une solution finale favorable », déclare Taalas.

Selon lui, il est clair que même si les États-Unis se montrent moins engagés dans la médiation de paix à l'avenir, ils continueront de jouer un rôle important dans l'action militaire et diplomatique dans le conflit russo-ukrainien.

HS

Politique européenne

Les ministres européens de la Compétitivité se réunissent à Bruxelles les 22 et 23 mai 2025

Le Conseil « Compétitivité » de l'UE se tiend à Bruxelles les 22 et 23 mai 2025. La Finlande y sera représentée par le ministre de l'Emploi, Matias Marttinen (Marché intérieur et politique industrielle), et le ministre de l'Économie, Wille Rydman (Recherche, innovation et espace).

Lors de la session « Marché intérieur et politique industrielle », le Conseil tiendra un débat d'orientation sur le renforcement de la compétitivité et son rôle de filtre bureaucratique.

La position de la Finlande repose sur une approche technologiquement neutre, dans laquelle la transition propre est mise en œuvre de manière rentable et aux conditions du marché, créant ainsi un avantage concurrentiel évident pour l'UE. La Finlande souhaite une réglementation européenne plus légère et plus efficace et soutient donc les objectifs de la Commission visant à simplifier la réglementation et à réduire la charge administrative. Par ailleurs, elle salue l'examen de l'efficacité de la réglementation européenne sur les marchés publics.

Dans le domaine législatif, les ministres s'efforceront d'approuver une orientation générale sur une interface publique pour la déclaration de détachement de travailleurs. Ce règlement vise à réduire la charge administrative pesant sur les entreprises. La Finlande soutient cet objectif.

Lors de la session « Recherche et innovation » du 23 mai, le Conseil devrait adopter une recommandation sur le programme politique de l'Espace européen de la recherche pour 2025-2027 et approuver des conclusions sur l'utilisation de l'intelligence artificielle dans les sciences.

La Finlande est prête à accepter ces deux propositions.

Par ailleurs, les ministres tiendront un débat d'orientation sur l'évaluation à mi-parcours du programme-cadre « Horizon Europe ». Comme par le passé, la Finlande a pour priorité d'accroître le financement de la recherche, du développement et de l'innovation, en s'appuyant sur une concurrence ouverte et une qualité élevée.

Concernant les affaires spatiales, les ministres approuveront les conclusions du Conseil sur l'utilisation des données satellitaires des constellations d'observation de la Terre pour la protection civile et la gestion des crises. Enfin, les ministres discuteront de l'utilisation des données spatiales pour renforcer la résilience, la sécurité et la gestion des crises dans l'UE. La Finlande estime qu'il est important d'améliorer les capacités spatiales à l'usage des opérateurs de sécurité et de défense dès les prochaines années.

https://valtioneuvosto.fi/-/1410877/eu-n-kilpailukykyministerit-kokoontuvat-brysselissa-22.-23.5.2025?language=en_US

Transports

La Finlande et Chypre s'engagent à renforcer leur excellente coopération maritime.

Chypre et la Finlande sont des partenaires de l'UE dotés d'une solide tradition maritime et d'un intérêt commun pour la promotion des efforts européens et mondiaux visant à garantir un transport maritime durable, sûr, résilient et compétitif.

En prévision de la visite de travail du Président de la République de Chypre en Finlande, qui débute le 22 mai, un forum maritime s'est tenu mercredi 21 mai à Helsinki, avec la participation de délégations commerciales des pôles maritimes des deux pays. Les travaux du forum ont été ouverts conjointement par la vice-ministre de la Marine auprès du Président chypriote, Marina Hadjimanolis, et la secrétaire permanente du ministère finlandais des Transports et des Communications, Minna Kivimäki. La délégation chypriote a également visité le patrouilleur Turva des garde-frontières finlandais.

En marge du forum d'affaires, le vice-ministre de la Marine Hadjimanolis et le secrétaire permanent Kivimäki ont tenu une réunion bilatérale. Ils ont poursuivi le dialogue entamé en mars lors du Sommet européen de la Marine avec la ministre finlandaise des Transports et des Communications, Mme Lulu Ranne, et ont passé en revue les progrès de la coopération bilatérale, déjà excellente, dans le domaine maritime, notamment dans le cadre des enceintes internationales compétentes.

À la lumière des délibérations du forum d'affaires, le vice-ministre de la Marine Hadjimanolis et la secrétaire permanente Minna Kivimäki ont identifié des domaines spécifiques à fort potentiel inexploité, notamment les solutions maritimes automatisées et numérisées, les systèmes énergétiques des navires, la cybersécurité, les nouveaux carburants maritimes, la formation maritime, l'égalité des sexes et l'égalité des chances en matière d'emploi dans le secteur maritime. Dans ce contexte, les pôles maritimes de Chypre et de Finlande pourraient renforcer leur collaboration mutuellement bénéfique et promouvoir la croissance durable du secteur maritime. Les prochaines étapes concrètes du dialogue bilatéral ont été définies et l'engagement des deux parties à renforcer davantage la coopération maritime a été réaffirmé. « Le transport maritime international continue de faire face à des défis, alors qu'il est impératif de préserver la compétitivité du secteur maritime européen, pilier stratégique et économique de l'Union européenne. Chypre et la Finlande, deux États membres de l'UE dotés d'une longue histoire maritime et de pôles maritimes forts, ont un rôle essentiel à jouer dans la croissance durable du transport maritime international. Je me réjouis que Chypre et la Finlande partagent les mêmes valeurs et objectifs en matière de transport maritime sûr, sécurisé et respectueux de l'environnement à l'échelle internationale, garantissant ainsi des conditions de concurrence équitables pour tous », a déclaré M. Hadjimanolis.

« Nous avons besoin d'un transport maritime européen plus fort à l'échelle mondiale et d'un pôle maritime européen compétitif. En tant que nations maritimes, Chypre et la Finlande sont des champions et des alliés naturels dans ce domaine. Je suis heureuse que Chypre, l'un des plus grands États de pavillon au monde, comprenne les préoccupations finlandaises en matière de sécurité et de sûreté du transport maritime, même dans les conditions difficiles de glace du nord de la mer Baltique », a déclaré Minna Kivimäki, secrétaire permanente du ministère finlandais des Transports et des Communications.

https://valtioneuvosto.fi/-/1410829/suomi-ja-kypros-vahvistavat-hyvaa-yhteistyotaan-meriliikenteessa?languageId=en_US

Gouvernement

Démission du secrétaire d'État de Rantanen et Rydman

Antti Salminen, secrétaire d'État auprès de la ministre de l'Intérieur des Vrais Finlandais Mari Rantanen et du ministre de l'Économie Wille Rydman, a démissionné début mai, rapporte le bureau du Premier ministre.

Le Parti des Vrais Finlandais va réorganiser le travail des secrétaires d'État afin que Marjo Lindgren, ancienne secrétaire d'État de la ministre des Transports Lulu Rante et de la ministre des Affaires sociales et de la Santé Kaisa Juuso, occupe à l'avenir les fonctions de secrétaire d'État auprès de Ranna et Rydman.

Cela signifie qu'un nouveau secrétaire d'État est recherché pour les ministres Juuso et Rantanen.

Les secrétaires d'État politiques assistent les ministres dans l'orientation politique et la préparation des dossiers. Dans certains cas, ils peuvent également remplacer les ministres.
HS

Sécurité intérieure

Les travaux de la barrière à la frontière orientale avancent

Les premières parties de la barrière qui dans son ensemble couvrira 140 kilomètres de la frontière orientale de la Finlande, sont bientôt terminées. Tous les travaux devraient se terminer d'ici fin 2026.

Sans vouloir aller dans le détail des technologies utilisées, les gardes-frontière relèvent que des caméras et des détecteurs sont mis en place pour permettre de distinguer entre une personne et un animal, lorsque quelqu'un ou quelque chose s'approche de la barrière.

Selon les gardes-frontières, il n'y a pas de signe de la présence de migrants dans la proximité de la frontière. La pression pour des entrées clandestines reste élevée et, selon les gardes-frontières, la migration instrumentalisée démarrerait de nouveau si des postes frontaliers étaient ouverts.

AL/A17

Défense

Le premier navire de la classe Pohjanmaa a été mis à l'eau

Le premier des quatre bateaux militaires de la classe Pohjanmaa qui seront construits pour les forces armées a été mis à l'eau, hier, au chantier naval de Rauma. Les navires relevant du projet Laivue 2020 seront mis construits progressivement en 2027-2029 pour être utilisés jusque dans les années 2060, selon le commandant des forces marines, Tuomas Tiilikainen.

Le ministre de la Défense, Antti Häkkänen, se félicite de la capacité de la Finlande de construire des navires modernes. Ces corvettes renforceront la défense nationale et avec leurs capacités, la sécurité de l'ensemble de la mer Baltique se renforcera, selon lui.

Selon Tiilikainen, la capacité des navires est telle qu'elle intéresse les alliés. La capacité de navigation dans des eaux glacées est quelque chose qui n'existe pas dans les autres bateaux militaires de ce type.

AL/A15

L'Allemagne vise les minerais stratégiques de la Finlande pour son industrie de la défense

Dans le contexte d'un revirement historique depuis la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne prévoit d'investir massivement dans l'industrie de la défense après que le parlement allemand a décidé en mars de supprimer le « frein à l'endettement » concernant les dépenses de la défense. Pour renforcer le secteur de la défense, l'Allemagne aurait besoin des minerais stratégiques qui se trouvent en Finlande.

Selon le directeur de la Chambre de commerce germano-finlandais Jan Feller, l'Allemagne a demandé des renseignements sur les projets de minerais stratégiques et s'intéresse surtout au cobalt et au graphite finlandais.

Roland Haag, le directeur du département juridique du Groupement des industries allemandes de sécurité et défense (BDSV) est du même avis. « La Finlande a un rôle important dans la production de cobalt. Il y a aussi de nouveaux projets de minerais en cours », dit Haag.

La mine de Terrafame à Sotkamo produit du cobalt, et des recherches sont en cours sur le graphite qui se trouve dans la roche-mère de la Finlande.

Pekka Suomela, le président de l'Association finlandaise des mines, confirme que les investissements dans l'industrie de la défense en Allemagne se voient également en Finlande. « Les investissements importants, notamment en Allemagne, se reflètent dans l'intérêt pour notre marché de matières premières, l'exploitation minière et même la prospection de minerais », dit Suomela.

Selon les informations d'Yle, Business Finland est également en train de commencer une campagne portant sur les minerais qui a pour l'objectif de trouver des contacts et des partenaires pour les entreprises finlandaises au sein de l'Europe.

En ce moment, l'Allemagne dépend largement de la Chine pour les minerais stratégiques.

« Dans la liste de l'OTAN, il y a 12 minerais stratégiques, dont seulement le graphite est produit en Allemagne en quantité insuffisante », dit Roland Haag. « En pratique, l'Allemagne manque de tous les autres minerais stratégiques nécessaires pour l'industrie de la défense. »
Yle

Les entreprises finlandaises peuvent bénéficier des investissements de l'Allemagne dans le secteur de défense

La suppression du frein à l'endettement concernant les dépenses de la défense de l'Allemagne et les importants investissements qui suivent cette décision peuvent bénéficier également des entreprises finlandaises du secteur de la défense.

L'entreprise Patria a déjà coopéré avec les Allemands au début de cette année dans le cadre du projet Cavs, qui permet d'adapter les véhicules militaires blindés 6x6 de Patria aux besoins des pays acheteurs. Selon le directeur de la division Global de Patria, Jukka Holkeri, les entreprises finlandaises de défense pourraient bien se distinguer aux yeux des Allemands : l'approche pratique des Finlandais attire les clients.

L'Allemagne est également déjà connue par l'entreprise Summa Defence : la filiale de Summa, Lightspace, a conclu un accord-cadre pour un projet de développement de lunettes de réalité augmentée avec le géant de la défense allemand, Rheinmetall.

« Dans les années à venir, Rheinmetall va mettre en place des projets d'investissement importants, et très probablement, cela va se refléter dans notre entreprise aussi », dit Jussi Holopainen, PDG de Summa Defence.

Les investissements de l'État allemand vont également se refléter dans l'entreprise de manière positive, estime Holopainen.

Kauppalehti

Selon un expert, au moins quatre entreprises de la bourse d'Helsinki vont bénéficier de l'essor du secteur de la défense

L'industrie de défense est en plein essor et l'intérêt pour les actions du secteur augmente. Selon les estimations, les pays européens de l'OTAN vont augmenter leurs dépenses de défense à environ 3 % du PIB. Selon le gestionnaire du portefeuille de la fédération des banques Säästöpankkiliitto, Johan Hamström, cette hausse augmenterait les résultats financiers des producteurs d'armement de 15 à 20 % au cours de la décennie à venir.

Selon Hamström, Säästöpankkiliitto (les caisses d'épargne finlandaises) a investi par exemple dans l'entreprise française Dassault Systèmes, qui développe un logiciel pour concevoir entre autres des avions ou des chars d'assaut.

Dans la bourse d'Helsinki, l'entreprise de fabrication de matériel de levage Konecranes, l'entreprise de solutions de communication et de connectivité Bittium et les entreprises d'acier SSAB et Outokumpu vont bénéficier également de cet essor, estime Hamström.

Kauppalehti

Travail

La semaine de travail des Finlandais est la plus courte de l'UE

Selon les chiffres d'Eurostat, les Finlandais qui travaillent à plein temps, font la semaine de travail la plus courte de l'UE, les Grecs faisant la plus longue.

En Finlande, la semaine est en moyenne de 37,2 heures, contre 41,1 heures en Grèce.

Hors UE, la semaine de travail en Norvège est plus courte qu'en Finlande, et en Turquie, plus longue qu'en Grèce.

La moyenne européenne est de 38,8 heures et celle de la zone euro de 38,7 heures.

Compte tenu des différents secteurs, ce sont l'agriculture, la sylviculture et la pêche où les journées sont les plus longues, tandis que dans le secteur de l'éducation, on fait le moins d'heures.

S'agissant du travail à temps partiel, les Turcs font le moins d'heures. Les Finlandais en font en moyenne 20,7 contre une moyenne européenne de 21,8 heures.

Compte tenu de tout type de contrat, la semaine de travail finlandaise est de 34,9 heures, contre une moyenne européenne de 36 heures.

KL/6-7

Centres de données

Selon un spécialiste de sécurité informatique, les centres de données améliorent la sécurité

Selon Mikko Hyppönen, directeur de recherche chez With Secure, la construction de centres de données informatiques en Finlande et en particulier dans la proximité de la frontière orientale améliore la sécurité plutôt qu'elle la détériore. Pour lui, il est raisonnable d'en construire dans les pays nordiques.

Il indique que les groupes technologiques apprécient les démocraties politiquement stables. Les conditions naturelles et l'absence de tremblements de terre, de cyclones ou d'inondations considérables ont une importance remarquable. Hyppönen rappelle que la récupération de la chaleur perdue pour le chauffage urbain constitue aussi un avantage. Il estime que plus des groupes américains disposent de centres de données le plus près de la frontière orientale de la Finlande, mieux c'est pour la Finlande. Les Etats-Unis ont tout intérêt de défendre des centres de groupes comme Facebook ou Microsoft. Hyppönen se félicite du fait que celui de Google à Hamina ne se trouve qu'à 40 km de la frontière.

Concernant les data centers chinois envisagés, Hyppönen ne s'en inquiète pas, car ils ne donneraient pas à eux seuls l'accès dans les systèmes utilisés par les décideurs ou les citoyens.

La situation serait différente si la direction politique de la Chine adoptait Tiktok comme un outil de propagande ou lui ordonnait d'espionner les téléphones des décideurs occidentaux. En tant qu'entreprise, Tiktok ne le ferait pas, selon lui. Il rappelle d'ailleurs qu'Instagram pourrait être utilisé de la même façon à des fins politiques comme cela, ainsi que les autres médias sociaux. Timo Harakka, député et ancien ministre des Transports et des Communications, estime lui aussi que les centres de données renforcent la sécurité de la Finlande. Il estime que l'investissement de Microsoft, annoncé deux semaines après le début de la guerre d'agression russe, est un signal sur le fait que la Finlande reste sûre. « Le plus on a de données du reste du monde en Finlande, le plus le reste du monde s'intéresse à la sécurité de la Finlande », selon lui.

Harakka considère que la Finlande se prépare depuis des dizaines d'années à ce que quelque chose d'inattendu se passe dans sa région limitrophe. Avec son centre de la sécurité d'approvisionnement et la tolérance en matière de failles des réseaux électriques et informatiques, la Finlande est préparée depuis les années 1990.

KL/10

Recherche

Une chercheuse finlandaise a vu sa bourse américaine annulée et l'accès aux Etats-Unis refusé

Saara Loukola, doctorante à l'Université de Helsinki, devait partir aux Etats-Unis préparer le matériel pour sa thèse qui porte sur les mesures prévues dans la formation des enseignants pour traiter des questions relevant du racisme.

Loukola qui devait partir en septembre, vient d'être informée que son projet ne correspond pas aux instructions de l'administration de Trump.

Comme sa bourse Fullbright était destinée pour la recherche effectuée aux Etats-Unis, Loukola ne pourra pas en bénéficier.

L'Université d'Helsinki ciblera les crédits prévus pour des projets aux Etats-Unis pour le travail de recherche de Loukola plus généralement.

L'Université de Helsinki prévoit qu'il y aura d'autres cas similaires par la suite et regrette une telle attaque contre la liberté académique. HS/A12